

Europe : la refondation ou le chaos

Michel Husson, *Εποχής*, Mars 2010

La crise grecque est un terrible révélateur des contradictions de la construction européenne. Une monnaie commune présupposait un degré élevé d'homogénéité entre les pays concernés ou la mise en place de politiques et d'institutions capables de réaliser une telle homogénéité. Or, aucune de ces deux conditions n'était remplie. Au moment de la création de l'euro, les pays avaient des modèles de croissance différents : dans certains pays le principal moteur de la croissance était le marché intérieur, alors qu'elle était plutôt tirée par les exportations dans d'autres. Certains pays étaient dans une logique de rattrapage avec pour effet un taux d'inflation a priori plus élevé.

Le résultat de cette configuration est apparu avant même la crise sous forme d'une divergence accrue des taux de croissance, à l'encontre de la croyance selon laquelle l'appartenance à un marché unique - doté d'une monnaie unique - serait à elle seule un facteur de convergence. Entre 1992 et 2006, la croissance a été en moyenne de 3,1 % par an dans les pays « gagnants » (Espagne, Finlande, Grèce, Irlande, Luxembourg, Royaume-Uni, Suède), soit autant qu'aux Etats-Unis (3,2 %). En revanche, elle n'a été que de 1,6 % dans les pays « perdants » (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Italie, Pays-Bas, Portugal).

Un processus de convergence aurait pu être soutenu par une politique d'harmonisation des conditions fiscales et sociales de l'activité économique et par la mise en place d'outils adéquats, par exemple un budget européen finançant les transferts nécessaires à une telle harmonisation. Mais le choix d'un mode de construction libéral privilégiant la concurrence « libre et non faussée » excluait a priori cette orientation.

Le choix de la monnaie unique n'était pas motivé par ses avantages supposés. La stabilisation des taux de change aurait pu être obtenue par des dispositifs moins rigides permettant des réajustements périodiques. L'euro a surtout servi à imposer la discipline salariale : puisqu'il était dorénavant impossible de jouer sur le taux de change, c'est le salaire qui devenait la seule variable d'ajustement.

Mais cela n'apportait pas de solution à la divergence des trajectoires économique nationales. Deux procédés ont permis de gérer ces tensions jusqu'à la crise. Le premier a consisté pour certains pays à procéder à une dévaluation anticipée leur permettant d'entrer dans l'euro avec un taux de change assurant une sorte de réserve de compétitivité. C'est la voie choisie notamment par l'Espagne et l'Italie dans la première moitié des années 90. En sens inverse, d'autres pays, comme la France (et même jusqu'à un certain point l'Allemagne) sont entrés dans l'euro avec un taux de change plutôt défavorable en termes de compétitivité.

Le deuxième facteur de souplesse correspond au seul avantage de l'euro : le déficit extérieur d'un pays ne pèse pas sur sa propre monnaie puisqu'il n'en a plus. Globalement, les échanges extérieurs de la zone euro sont à peu près équilibrés, et le problème de l'euro était plutôt, dans la période récente, d'être trop fort par rapport au dollar. Cette protection apportée par l'euro a permis à un certain nombre de pays d'obtenir une croissance élevée sur la base d'un déficit extérieur croissant. La monnaie unique garantissait par ailleurs une relative homogénéité des taux d'intérêt, notamment en ce qui concerne le financement de la dette publique.

Cette configuration n'était pas soutenable. La crise a brutalement accéléré les processus et la spéculation financière a fait apparaître au grand jour les tensions inhérentes à l'Europe néo-libérale. Mais la polarisation de la zone euro en deux groupes de pays existait avant la crise : d'un côté,

L'Allemagne, les Pays-Bas et l'Autriche bénéficiaient d'importants excédents commerciaux et leurs déficits publics restaient modérés. De l'autre, on trouvait déjà les fameux « PIGS » (Portugal Italie Grèce Espagne) dans une situation inverse : forts déficits commerciaux et déficits publics déjà au-dessus de la moyenne. La Belgique, la France, l'Italie et la Finlande occupaient une position intermédiaire.

Avec la crise, cette polarisation s'accroît : les déficits publics se sont creusés partout mais beaucoup moins dans la première groupe de pays (Allemagne, Pays-Bas, Autriche) qui conservent des excédents commerciaux. Dans tous les autres pays, la situation se dégrade avec l'explosion des déficits publics, et un déséquilibre croissant de la balance commerciale.

Aujourd'hui l'Allemagne veut imposer la logique crue de l'euro, parce que tous les moyens permettant d'y échapper sont aujourd'hui épuisés. Les pays les plus touchés par la crise doivent appliquer des plans d'ajustement. La soumission des autorités européennes aux marchés financiers est totale, et la Grèce est un laboratoire des politiques d'austérité que les gouvernements vont mettre en place partout en Europe.

Cette politique est suicidaire et ne peut conduire qu'à une nouvelle récession. Les plans d'ajustement vont évidemment casser la demande intérieure et l'Allemagne ne pourra compenser les débouchés qu'elle perd en Europe par un surcroît d'exportations vers le reste du monde. La situation risque de conduire certains pays à sortir de l'euro pour pouvoir retrouver une marge de manoeuvre en jouant sur leur taux de change. Mais c'est une solution désespérée qui risquerait d'enclencher une spirale récessive et déclencherait la spéculation que personne ne cherche à encadrer.

Il existe pourtant des alternatives qui prennent en compte les asymétries structurelles entre économies nationales et impliquent une refondation des principes mêmes de la construction européenne.

- ▶ La spéculation financière doit (et peut) être immédiatement découragée par l'instauration d'une taxe sur les transactions financières. Mais il faut aller vers sa mise hors-la-loi, par exemple en interdisant le marché des CDS (*Credit Default Swaps*) où se déroule la spéculation sur les titres de la dette publique, et toute forme de « ventes à découvert ».

- ▶ Les Etats ne doivent plus financer leur endettement auprès des marchés financiers mais auprès de la Banque Centrale Européenne, avec l'obligation pour les banques de détenir un montant minimum de titres de la dette publique, au même taux de refinancement dont elles bénéficient.

- ▶ Le principe d'harmonisation doit se substituer à celui de concurrence avec la création d'un fonds européen d'harmonisation financé par une taxation unifiée du capital. Il aurait pour objet de réaliser la convergence vers le haut des droits sociaux en Europe.

- ▶ Une véritable sortie de crise implique le retour au plein emploi et passe par la création directe d'emplois socialement et écologiquement utiles et par la réduction de la durée du travail. Sur ces deux points, l'Europe peut être un moteur, en lançant des programmes d'investissement coordonnés et en établissant des normes sociales communes.

Tout cela est possible et rationnel mais totalement opposé au traité de Lisbonne et à la logique capitaliste encore durcie par la crise. Les réactions à la crise grecque démontrent l'incapacité des gouvernements bourgeois à définir des politiques coopératives, et cet aveuglement conduit tout droit au chaos. Dans ces conditions, la seule hypothèse stratégique plausible est celle d'explosions populaires de résistance aux plans d'austérité qui feraient émerger l'exigence d'une Europe solidaire.